

## Note de cadrage et de capitalisation sur l'approche nexus humanitaire-développement-paix dans le WASH au Burkina Faso

Mai 2023



### TABLE DES MATIERES

1. Introduction sur la problématique.....	2
2. L'émergence du concept et les engagements internationaux .....	3
3. Les résultats collectifs au Burkina Faso.....	5
4. La pertinence du nexus dans le WASH au Burkina Faso.....	6
5. Le nexus dans le domaine du WASH au Burkina Faso : une approche progressive .....	8
6. Les exemples de nexus dans le WASH au Burkina Faso .....	10
7. Les recommandations pour le renforcement du nexus.....	18
8. Bibliographie, documents et ressources utiles.....	20

Pour tout commentaires ou question sur ce document, veuillez contacter:

Martina RAMA,  
Coordinatrice du Cluster WASH au Burkina Faso  
[mrma@unicef.org](mailto:mrma@unicef.org)

# 1. Introduction sur la problématique

## 1.1 La distinction entre aide humanitaire et aide au développement

L'aide humanitaire vise à sauver des vies humaines et devrait constituer un instrument exceptionnel à court terme conçu pour atténuer les souffrances et préserver la dignité humaine pendant et après les situations d'urgence. L'aide au développement, en revanche, s'inscrit dans une perspective à long terme, se concentre sur la construction des capacités et sur les changements structurels et durables.

Les acteurs humanitaires et les acteurs de développement ont typiquement des mandats et objectifs différents, des zones d'intervention différentes, des principes apparemment divergents, un horizon temporel distinct, des approches différentes et parfois contradictoires, enfin, des mécanismes de financement séparés. Ainsi, les collaborations et synergies d'acteurs humanitaires et de développement ne sont pas aisées en raison de ces différences qui semblent parfois insurmontables.

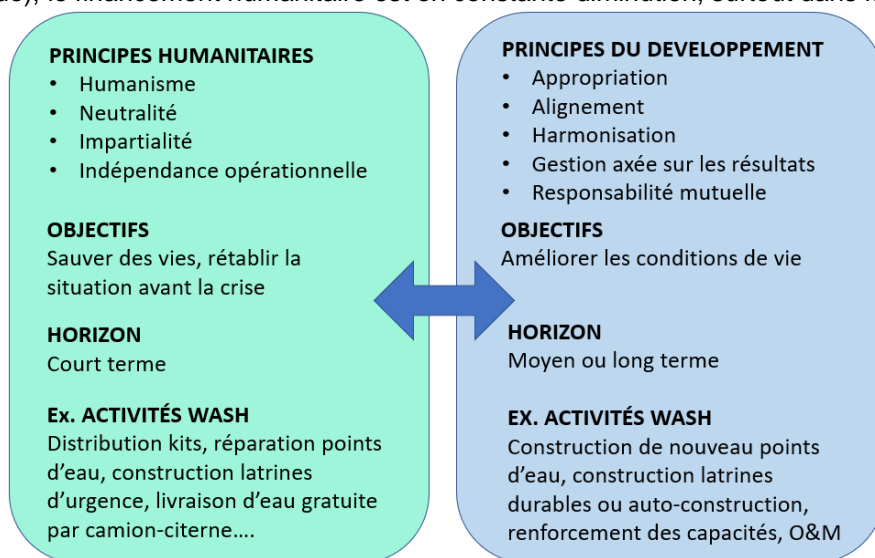
Toutefois, parfois dans la réalité, la frontière entre les deux typologies d'aide est parfois difficile à tracer clairement. De plus en plus, les réponses humanitaires essaient d'adopter une approche durable. Malgré leurs différences, les deux catégories d'acteurs humanitaires et de développement travaillent pour le même but qui est celui de promouvoir la dignité et les droits des populations. L'intérêt réciproque pour collaborer est plus fort que les divergences constatées. Aujourd'hui plus que jamais, la nécessité de cette collaboration est de plus en plus reconnue.

## 1.2 Des crises plus fréquentes et plus prolongées face à un financement insuffisant

Au cours des dix dernières années, le volume, le coût et la durée de l'aide humanitaire ont augmenté de façon exponentielle, en grande partie en raison de la nature prolongée des crises. Les besoins humanitaires sont en constante augmentation. Par exemple, [selon un rapport d'OCHA](#), les appels humanitaires inter-agences durent maintenant en moyenne 07 ans et la taille des appels à financement a augmenté de près de 400 % au cours de la dernière décennie.

Alors que l'incidence et la durée des crises humanitaires augmentent chaque année dans le monde (on compte aujourd'hui 46 pays en guerre<sup>1</sup> et 76 pays vulnérables aux catastrophes naturelles<sup>2</sup>, représentant environ 60% des pays du monde), le financement humanitaire est en constante diminution, surtout dans le

domaine de l'eau, l'hygiène et l'assainissement. Par exemple, En 2022, le monde a répondu à moins de 30 % des demandes de financement WASH humanitaire dans 41 pays couverts par le système des Nations Unies. Le déficit de financement s'est creusé au fil du temps, passant de 41% en 2016 à 70% en 2022, ce qui signifie que les fonds destinés aux programmes WASH sont encore plus limités aujourd'hui qu'auparavant.<sup>3</sup>



<sup>1</sup> Source: [List of ongoing armed conflicts - Wikipedia](#). ACLED data in conflicts and fatalities

<sup>2</sup> High or very high risk according to [World Risk Index 2022 report](#), RUB & IFHV

<sup>3</sup> Source : [The World's Water Funding Crises](#), ACF 2023

Les acteurs humanitaires n'ont pas les capacités (surtout financières) de faire face à des crises humanitaires de plus en plus répandues, longues, et coûteuses. Ainsi, une collaboration entre acteurs humanitaires et acteurs de développement devient indispensable.

### 1.3 Les risques d'intervenir en silo et les avantages de créer un « lien »

De plus, la réponse humanitaire présente certains risques si elle n'est pas associée à une réponse plus structurelle. Il s'agit notamment d'une utilisation inefficace des ressources / gaspillage en raison de la non-durabilité des services (ex. water trucking), la création d'une dépendance accrue de l'aide humanitaire de la part des bénéficiaires, la naissance de tensions communautaires entre ceux qui reçoivent l'aide et les autres, par exemple. De l'autre côté, les acteurs de développement rencontrent souvent des difficultés pour intervenir dans les situations de crise, avec comme résultat un arrêt ou ralentissement des projets, des difficultés de décaissement, une réorientation des interventions vers des zones moins prioritaires. Des deux côtés, on assiste à la non-atteinte des résultats escomptés. Les acteurs du développement ont également du mal à assurer la liaison avec les humanitaires afin de entreprendre des actions de relèvement appropriées, pendant une période de relèvement de crise.

Au contraire, une meilleure collaboration/synergie entre ces deux types de réponses aurait l'avantage de : Investir plus efficacement les ressources dans des services plus durables, encourager l'autonomisation et la résilience des populations bénéficiaires, apaiser les tensions et renforcer la cohésion sociale, permettre la poursuite des projets de développement dans les zones en crises avec des nouvelles approches, s'assurer d'orienter les fonds vers les besoins prioritaires, et enfin arriver à une meilleure atteinte des objectifs. Ce lien permettrait d'atteindre à la fois pour les acteurs humanitaires et pour les acteurs de développement une meilleure pertinence, efficacité, impact des interventions.

## 2. L'émergence du concept et les engagements internationaux

### 2.1 L'abandon de la logique chronologique en faveur d'une contemporanéité d'actions

Dans les années 1990, on faisait référence à une séquence temporelle des opérations d'aide d'urgence, de réhabilitation et de développement, selon la logique d'évolution linéaire du conflit vers la paix (**continuum**). C'est dans ces années qu'émerge la notion de LRRD (« linking Relief, Rehabilitation and Development ») pour mettre l'accent sur l'importance d'une continuité dans les actions de transition, sans vide au milieu (« passage de relais » entre acteurs).

Courant les années 2000, la multiplication de crises prolongées ou chroniques montrant une évolution non-linéaire des conflits a remis en question le continuum et a donné naissance à la logique du **contiguum**, qui vise à mettre en place un ensemble d'interventions d'urgence, de réhabilitation et de développement **parallèles et concomitantes**, souvent financées par différents instruments d'aide. C'est dans ce cadre que le concept de réhabilitation est remplacé par le concept de **résilience** : le but n'est plus celui de rétablir la situation pré-crise, mais plutôt de renforcer les capacités des populations pour faire face aux crises futures.

En 2015, avec l'adoption des Objectifs du Développement Durable (ODD), émerge le principe de « **ne laisser personne à côté** » ce qui signifie qu'on ne pourra pas atteindre les ODD si on se focalise uniquement sur les actions de développement et on n'adresse pas les défis bien spécifiques des pays en crise, où l'atteinte des ODD est d'autant plus complexe. L'ODD 16 porte spécifiquement sur la promotion de la paix, et la durabilité qui est transversale à tous les objectifs implique qu'il est nécessaire d'œuvrer pour réduire les risques et vulnérabilités et améliorer la résilience des communautés.

## 2.2 L'Agenda pour l'Humanité pour passer de la fourniture de l'aide à l'élimination des besoins

Ainsi, lors du Sommet Humanitaire Mondial de 2016, la communauté internationale (composé d'acteurs humanitaires, acteurs de développement, acteurs étatiques et non-gouvernementaux, secteur privé etc.) a adopté conjointement un plan appelé « **Agenda pour l'Humanité** » qui consiste en 5 engagements clé<sup>4</sup> :

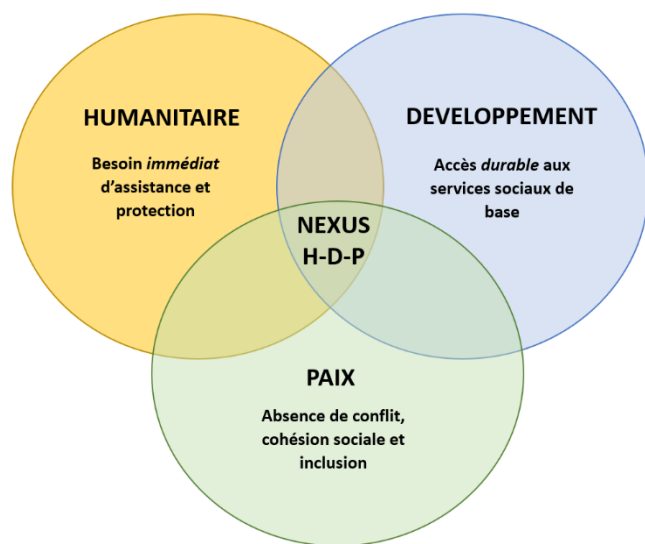
1. Leadership politique pour prévenir et mettre fin aux conflits
2. Sauvegarder les normes qui soutiennent l'humanité
3. Ne laisser personne de côté
4. Passer de la fourniture de l'aide à l'élimination des besoins
5. Investir dans l'humanité

Dans ce cadre, le "nexus" humanitaire, développement et paix devient l'approche à promouvoir pour concrétiser ces engagements : il s'agit d'agir en parallèle pour répondre aux besoins immédiats, fournir un accès durable aux services, et assurer la consolidation de la paix. Les trois principes clé du nexus sont la collaboration, la complémentarité et la cohérence.

## 2.3 La nouvelle façon de travailler basée sur les résultats collectifs

Selon l'approche "nexus", les acteurs intervenant en matière d'aide doivent changer leur mode de pensée et leurs méthodes de travail afin d'adresser les défis communs d'une manière plus cohérente. Les vieilles méthodes ne permettent plus d'atteindre les résultats escomptés. Les comportements, les attitudes et les processus de travail doivent évoluer vers une « **nouvelle méthode de travailler** » (New Way of Working)<sup>5</sup> décrite comme un effort pluriannuel, fondé sur l'avantage comparatif d'un éventail diversifié d'acteurs qui vont contribuer conjointement à l'atteinte d'objectifs communs. Dans la mesure du possible, ces efforts devraient renforcer les capacités qui existent déjà aux niveaux national et local.

Si rien ne doit remettre en cause l'engagement en faveur d'une action humanitaire fondée sur des principes spécifiques, en particulier dans les situations de conflit armé, il existe, au même temps, un impératif moral commun à différentes catégories d'acteurs, consistant à prévenir les crises et à réduire durablement le niveau des besoins humanitaires des populations, une tâche qui nécessite la recherche de résultats collectifs au-delà des cloisonnements.



### Qu'est-ce qu'un « résultat collectif » ?

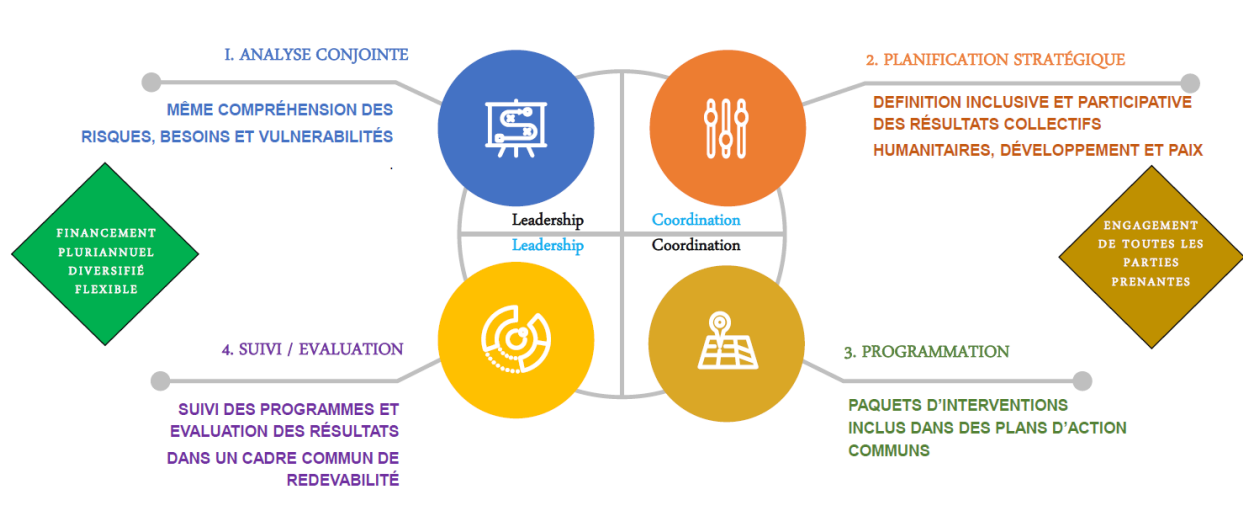
Un résultat collectif est un résultat concret et mesurable que les acteurs humanitaires, acteurs de développement et d'autres acteurs concernés visent à atteindre conjointement dans un pays, généralement sur une période de 3 à 5 ans, afin de réduire les besoins, les risques et les vulnérabilités des populations et d'augmenter leur résilience. Il s'agit généralement d'objectifs intermédiaire entre la situation actuelle et les cibles fixées pour les Objectifs de Développement Durable.

Le processus de définition des résultats collectifs comprend 4 étapes clé notamment : l'analyse conjointe, la planification stratégique, la programmation et le suivi-évaluation.

<sup>4</sup> Source: [OOM Agenda for Humanity.pdf \(unocha.org\)](#)

<sup>5</sup> Source: [The New Way of Working | OCHA \(unocha.org\)](#)





### 3. Les résultats collectifs au Burkina Faso

Jadis considéré comme un havre de paix, le Burkina Faso traverse depuis 2015, une crise sécuritaire qui s'ajoute aux difficultés liées au changement climatique. L'approche nexus a ainsi été initiée en 2017 pour aider le pays dans l'opérationnalisation du principe " Ne laisser personne pour compte " tout en réduisant les besoins humanitaires liés au climat et en créant les conditions d'une paix durable. Cinq résultats collectifs clés ont été identifiés et convenus conjointement en consultation avec les autorités nationales, les partenaires de la société civile et les partenaires de développement, y compris les institutions financières internationales :

1. **Sécurité alimentaire** : D'ici 2020, réduire de 50% le nombre de personnes en phase 3 d'insécurité alimentaire et atteindre 0% des personnes en phase 4 et 5 d'insécurité alimentaire.
2. **Nutrition** : D'ici 2020, réduire de 30% le taux de malnutrition chronique chez les enfants de 0 à 5 ans.
3. **Risques liés au climat** : D'ici 2020, réduire à moins de 1% le nombre de ménages vulnérables aux chocs climatiques et augmenter de 50% le nombre d'institutions dotées de capacités de réduction des risques de catastrophe.
4. **Paix et sécurité** : La perception, en pourcentage, du risque de conflits est réduite à 39,6%.
5. **Pauvreté** : Réduire la prévalence de la pauvreté multidimensionnelle à moins de 35%.

Depuis 2017, ces résultats collectifs ont continué à servir de référence pour la priorisation collective et la canalisation des investissements. Les résultats collectifs ont été mentionnés dans le Plan de réponse humanitaire (HRP) et dans le Plan-cadre des Nations unies pour l'aide au développement (UNDAF, 2018-2022) et ont conduit à un changement positif parmi certains donateurs pour financer ces priorités du nexus. Toutefois, ces résultats avaient été fixés en 2017 à l'horizon 2020 et n'ont pas fait l'objet de suivi ni d'évaluation depuis, surtout en raison du contexte politique du pays. Ces résultats n'ont pas non plus été mis à jour depuis, malgré une aggravation importante du contexte sécuritaire et humanitaire au cours des 3 dernières années.

Une tentative d'alignement stratégique a été lancée fin 2022 au sein du système des Nations Unies pour créer une synergie entre le Plan de Réponse Humanitaire 2023 et le Plan intérimaire pour le développement durable des Nations Unies (2023-2025) puisque le processus de développement des deux documents était prévu simultanément ce qui représentait une belle opportunité de convergence. Toutefois, malheureusement, l'instabilité politique qu'a connu le pays en 2022 a posé un frein à ce processus stratégique. En 2023, un processus de consultation a été relancé afin d'aboutir à une définition de nouveaux résultats collectifs sur la base du Plan d'action intérimaire des Nations Unies pour le développement durable du Burkina Faso (2023-2025), et est actuellement en cours.

## 4. La pertinence du nexus dans le WASH au Burkina Faso

### 4.1 Une superposition de problèmes anciens et nouveaux et un recul des taux d'accès aux services

L'approche nexus est particulièrement pertinente au Burkina Faso dans le domaine de l'eau, l'hygiène et l'assainissement. En effet, on assiste actuellement dans ce domaine à une superposition de problèmes structurels précédents à la crise, avec des problèmes conjoncturels en lien avec la crise récente. L'insécurité a engendré un flux de déplacement très important : le nombre de personnes déplacées internes (PDI) est passé de 82 000 en janvier 2019 à presque 2 millions en janvier 2023 (source : [CONASUR](#)) et représente actuellement 10% de la population du pays. Les déplacements s'effectuent surtout des zones rurales vers les zones urbaines, créant ainsi une accélération du phénomène de l'exode rurale.

Ce flux de PDI crée une pression additionnelle sur les infrastructures hydrauliques existantes, qui étaient déjà insuffisantes pour répondre aux besoins même avant l'explosion de la crise : dans les 6 régions les plus affectées par la crise humanitaire (Sahel, Centre-Nord, Nord, Est, Boucle du Mouhoun et Centre-Est), le taux d'accès à l'eau potable était de 68% et le taux d'accès à l'assainissement était de 42% en 2019 (source : [INO, MEEA](#)), donc avant l'arrivée massive de PDI. Dans ces régions, plus de 3 millions de personnes étaient déjà sans accès à l'eau potable, et plus de 5 millions sans accès à l'assainissement. La crise n'a fait qu'aggraver la situation : en raison de l'augmentation démographique, on a constaté ainsi une baisse du taux d'accès à l'eau dans les communes les plus touchées, allant jusqu'à moins 20% dans certaines zones telles que Barsalogo. Cela représente un pas en arrière en termes de progrès vers les ODD. Au Burkina Faso, on estime que 3,2 millions de personnes ont perdu leur accès à l'eau en raison de l'insécurité (source : [HNO 2023](#)). Les efforts des acteurs (organisations internationales et nationales, services techniques, etc.) pour renforcer les services sont insuffisants pour faire face aux besoins grandissants. La situation s'est aggravée encore plus depuis début 2022 en raison des attaques ciblées aux points d'eau qui rendent souvent vains les efforts des acteurs : De janvier à décembre 2022, 58 points d'eau ont été détruits, privant 830 230 personnes de leur accès à l'eau potable (estimation), ce qui représente deux fois plus que le nombre de bénéficiaires atteints par la réponse humanitaire en eau sur la même période. En 2023, les attaques continuent avec 21 cas déjà signalés au premier trimestre impactant 125 123 personnes (source : [Attaques aux points d'eau, Cluster WASH](#)).

### 4.2 Une aide humanitaire largement insuffisante, face à une aide au développement relativement plus consistante

Malgré l'augmentation des besoins humanitaires au cours des dernières années, le financement humanitaire reste largement insuffisant et est en baisse constante : Dans le domaine du WASH, le taux de financement humanitaire est passé de 73% en 2020 à 46% en 2021 et à 35% en 2022 (source : [Matrice de financement](#) du Cluster WASH). Cela, face à une augmentation importante des prix (matières premières, transport, etc.) occasionnés par l'inflation élevée, la pénurie de carburant qui affecte le pays, et l'insécurité. A peine 35% des fonds nécessaires pour la réponse WASH humanitaire ont été acquis en 2022 ; en 2023, seulement 15% sont disponibles à ce jour.

Même avant la crise, le Burkina Faso était un pays assez dépendant de l'aide extérieure en raison d'un niveau de pauvreté élevé. En raison de cela, l'aide au développement au Burkina Faso reste encore bien plus importante que l'aide humanitaire : [selon l'OCDE](#), l'aide humanitaire reçue par le Burkina Faso en 2019-2020 représente 14% de l'aide totale. Dans le domaine de l'eau, l'hygiène et l'assainissement, malgré une insuffisance chronique de ressources financières destinées au secteur, le Burkina Faso est caractérisé par une forte présence historique de partenaires techniques et financiers (PTF) qui apportent un appui précieux à la fois à travers l'aide budgétaire sectorielle mais aussi avec la mise en œuvre de gros programmes et projets, ainsi que l'appui à l'opérateur public ONEA (Office National de l'Eau et de l'Assainissement) et aux autres agences rattachées au Ministère en charge de l'eau. La place de l'aide extérieure dans le budget sectoriel est très significative (70% environ). Dans le domaine de l'eau, l'hygiène et l'assainissement au Burkina Faso, le montant de l'aide humanitaire représente moins d'1/5 de l'aide au développement (35 M/USD/an environ contre 200 M/USD/an environ – source : CDS EEA). Les PTF sont nombreux et bien établis dans le pays (BM, UE, AFD, BAD, Danida, Sida, KfW/GiZ, Canada, JICA, etc.), il

existe un Cadre Sectoriel de Dialogue Eau, Environnement et Assainissement opérationnel, des ONG de développement fortes et avec une présence consolidée dans le pays (Wateraid, SNV, ACF, etc.). Ces acteurs ont une bonne connaissance du contexte et des liens bien établis avec les services techniques, les autorités et les acteurs locaux. Ils soutiennent ou mettent en œuvre des interventions sur l'ensemble du territoire national, y compris dans les zones affectées par la crise humanitaire. Des projets importants WASH-développement sont en cours au Sahel (AFD, UE, Canada...), au Centre-Nord (BM, AFD, BAD, Suède, Danida...), à l'Est (AFD, ENABEL, Danida, Pays Bas...), dans la Boucle du Mouhoun (AFD, BM, Danida, KfW, ...), etc.

#### **4.3 Une complémentarité entre acteurs de développement et acteurs humanitaires**

Toutefois, avec l'aggravation de la crise et des contraintes d'accès, les acteurs de l'aide au développement rencontrent de plus en plus de difficultés à intervenir dans les zones en crise. Pris au dépourvu par la crise, ils ne souhaitent pas arrêter leurs projets et programmes mais ne disposent souvent pas des outils et méthodes appropriés pour intervenir dans ces contextes. Ils n'ont par ailleurs ni le mandat, ni l'expertise ni la rapidité pour répondre aux besoins immédiats et prioritaires des personnes touchées par la crise.

Au contraire, les acteurs humanitaires disposent de ce mandat, cette expertise et cette rapidité, mais font face à des contraintes financières importantes comme évoqué plus haut. Les bailleurs de fonds humanitaires sont peu nombreux et récemment établis dans le pays (ECHO, BHA, ...), la coordination entre donateurs est embryonnaire (ils ne participent pas au Cadre de Dialogue Sectoriel). Les ONG humanitaires sont nombreuses mais également récemment implantées dans le pays (SI, ACTED, IRC, etc.) et ne disposent souvent pas suffisamment d'ancrage institutionnel et de connaissance du contexte historique, institutionnel/réglementaire et socio-culturel du pays. Ils n'ont bien évidemment pas la capacité de répondre aux besoins structurels précédents à la crise, bien que ces besoins soient souvent mélangés avec les nouveaux besoins. Ils ont une flexibilité procédurale et une expertise spécifique en matière d'urgence et un meilleur accès aux zones d'insécurité donc pourraient être des alliées parfaites des acteurs de développement pour intervenir dans ces zones. Il y a donc une forte complémentarité qui se dégage entre ces deux acteurs, qui représente une excellente opportunité de nexus.

#### **4.4 L'eau et le conflit : le renforcement de la cohésion sociale et du lien avec les acteurs de la paix**

L'accès à l'eau peut constituer un facteur de paix et de collaboration, ou au contraire une cause de tensions et de conflits. Malgré la reconnaissance mondiale du droit à l'eau et à l'assainissement, et la protection des infrastructures hydrauliques dans les conflits armés par le droit humanitaire international ([Protocole Additionnel I](#) de 1977 à la Convention de Genève de 1949, Art. 54 et Résolutions du Conseil de Sécurité des Nations Unies [N°2417](#) et [N°2573](#)), la réalité est toute autre. Selon un [rapport de OCHA](#) sur les tendances humanitaires au niveau global, l'eau est de plus en plus un élément déclencheur, une arme et une victime des conflits, avec des conséquences humanitaires importantes. Le changement climatique et la croissance démographique mettent à l'épreuve les normes de coopération traditionnelles autour des questions liées à l'eau. En 2017, l'eau a joué un rôle majeur dans les conflits dans au moins 45 pays, en particulier au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Selon le [Rapport Global sur les Risques](#), les crises de l'eau figurent parmi les cinq premiers risques de conflit dont la probabilité et l'impact sont jugés très élevés. A noter également l'initiative du Pacific Institute d'établir une chronologie et une cartographie des conflits liés à l'eau ([Water Conflict Chronology](#)) afin d'améliorer la connaissance du lien entre les ressources en eau et la sécurité : un total de 1298 conflits y sont répertoriés de l'antiquité à nos jours, dont 202 conflits uniquement entre 2020 et 2022 (41 en Afrique sub-saharienne).

En 2019, l'UNICEF a lancé une campagne intitulée « [L'eau sous le feu des bombes](#) » pour attirer l'attention sur cette problématique. Dans le cadre de cette campagne, l'UNICEF a publié trois rapports qui appellent à : (1) Cesser de prendre pour cible les infrastructures WASH ainsi que leur personnel, (2) Bâti un secteur résilient capable de garantir la continuité du service dans des situations d'urgence et (3) Associer les interventions humanitaires au développement de systèmes d'eau et d'assainissement durables pour tous. En 2020, le Geneva Water Hub publie la liste de Genève des [principes relatifs à la protection des infrastructures hydrauliques](#) qui systématise les principales règles applicables et formule des recommandations au-delà du droit existant. La Liste des principes s'inscrit dans un processus plus large

visant à prévenir les impacts des conflits armés sur les infrastructures de l'eau et les ressources en eau et à améliorer la protection de cette ressource vitale.

Au cours des dernières années, le Burkina Faso a connu une dégradation rapide du contexte sécuritaire, avec une augmentation des attaques ciblées contre les points d'eau, attaques utilisées comme une stratégie de conflit pour forcer la population à quitter une zone ou comme manifestation de force vis-à-vis des autorités. En 2022, 58 points d'eau ont été attaqués, dans 26 localités différentes. Dans 7 autres localités, les services d'eau ont été interrompus en raison d'attaques aux infrastructures électriques. Au total, 830 230 personnes ont perdu leur accès à l'eau potable en raison de ces attaques. En 2023: 21 attaques ont été signalées par les membres du Cluster WASH de janvier à mars 2023 dans 11 localités différentes à l'Est, au Centre Nord et au Sahel, impactant 125 123 personnes. (Source : Alertes sur les [attaques aux points d'eau](#) par le Cluster WASH).

Par ailleurs, dans les zones affectées par le changement climatique et dans les zones d'accueil des personnes déplacées, la pression accrue sur les ressources en diminution et sur les points d'eau largement insuffisants a créé une augmentation des tensions et conflits communautaires. Cela a été signalé par les membres du Cluster WASH et par plusieurs évaluations récentes (MSNA 2022 de REACH, évaluations multisectorielles 2023 à Tougan, Boulsa, Gayeri, Kongoussi, ...).

Dans ce contexte, les acteurs du secteur WASH ne disposent pas forcément des outils d'analyse et des stratégies d'intervention pour apaiser ces tensions et faire face à ces nouveaux défis. Les acteurs WASH ont un gap de compétences dans les aspects d'analyse du risque, de sensibilité au conflit, de promotion de la cohésion sociale et de la paix, de dialogue communautaire, et de sécurisation des infrastructures hydrauliques. Des analyses, manuels et guides sont en cours de développement dans ce domaine au niveau global, tel que le guide 2018 de ACF sur [Comment intégrer l'approche de la sensibilité aux conflits dans la gestion du cycle de projet](#), et le « *Global WASH Conflict Sensitivity & Peacebuilding Guidance* » en cours de finalisation par UNICEF. Mais cette expertise reste à développer, surtout au Burkina Faso où la crise est relativement récente et a complètement bouleversé les équilibres sociaux et politiques préexistants.

C'est pour répondre à ce besoin et renforcer cette compétence que le secteur développe de plus en plus de collaborations avec les acteurs de la paix. Ces acteurs peuvent aider à créer les conditions pour permettre aux interventions humanitaires et de développement de se dérouler paisiblement. Ils peuvent aider à promouvoir auprès des parties prenantes le Droit Humanitaire International et la protection des infrastructures hydrauliques dans les conflits, et surtout, ils peuvent collaborer dans la formation des acteurs WASH pour l'intégration des approches d'analyse de conflit, programmation basée sur le risque, promotion de la cohésion sociale.

## 5. Le nexus dans le domaine du WASH au Burkina Faso : une approche progressive

A la lumière de ce qui précède, il n'est plus à douter de la pertinence du nexus humanitaire-développement-paix dans le WASH au Burkina Faso. Ce nexus peut ainsi être défini comme :

### Définition du nexus dans le WASH au Burkina Faso :

« Une **convergence stratégique** et une **intégration opérationnelle** entre l'aide humanitaire, l'aide au développement et la promotion de la paix autour de l'objectif commun **de mettre fin aux besoins en eau, hygiène et assainissement au Burkina Faso**, à travers des actions **simultanées** visant à :

- répondre aux besoins WASH d'urgence des populations vulnérables,
- construire des services WASH résilients aux risques et chocs, et
- progresser vers l'accès universel équitable et durable pour tous »

Ainsi, l'approche de nexus se déroule à deux niveaux, niveau stratégique (analyses conjointes, définition d'objectifs communs, au niveau politique et institutionnel : ministère de l'eau, bailleurs de fonds, etc.) et niveau opérationnel (mise en œuvre des projets et programmes par les organisations internationales et

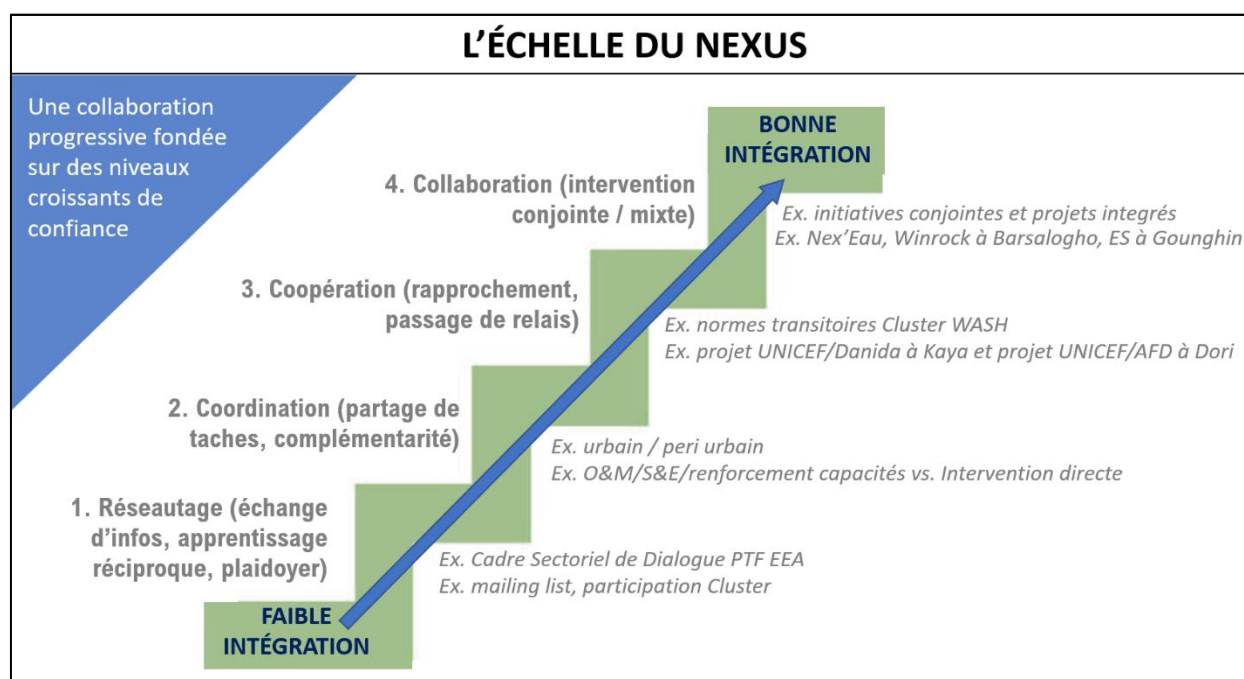


nationales et les techniciens au niveau déconcentré). Il ne faut pas attendre le progrès du niveau stratégique pour avancer avec le niveau opérationnel : les deux niveaux peuvent avancer en parallèle.

L'opérationnalisation du nexus présente toutefois des niveaux différents puisque le renforcement du lien entre acteurs différents nécessite forcément du temps. Ainsi, l'approche est graduelle et passe par **une collaboration progressive fondée sur les niveaux croissants de confiance** entre acteurs humanitaires, acteurs de développement et acteurs de la paix. Au Burkina Faso, quatre niveaux ont été identifiées telles que illustrées dans le schéma ci-dessous (« échelle du nexus »):

1. **Réseautage** : il s'agit de mettre en relation les acteurs humanitaires, acteurs de développement et acteurs de la paix à travers des rencontres et des échanges email pour partager des informations, favoriser un apprentissage réciproque, passer des messages de plaidoyer, etc. Cette étape est préliminaire aux étapes successives car elle permet une connaissance réciproque entre ces différents acteurs ce qui permet d'identifier les liens potentiels à créer.
2. **Coordination** : il s'agit de définir un partage de tâches entre acteurs en vue d'assurer une complémentarité : par exemple, la répartition des zones d'intervention ou interventions sur différents volets (ex. acteurs de développement : expansion de réseaux urbains / acteurs humanitaires : construction de points d'eau autonomes péri-urbains / acteurs de la paix : intermédiation sociale). (On ne parle pas ici de coordination de Cluster WASH mais de coordination entre les acteurs eux-mêmes)
3. **Coopération** : il s'agit d'un rapprochement dans les méthodes d'intervention (ex. accélération des procédures des acteurs de développement / plus d'attention aux questions de gestion par les acteurs humanitaires) et/ou d'un passage de relais temporel (ex. reprise de la gestion d'un point d'eau construit en urgence par les délégataires communaux moyennant signature d'un contrat ; ou injection de points d'eau périphériques réalisé par les humanitaires dans le réseau urbain)
4. **Collaboration** : il s'agit de planifier et mettre en œuvre des projets et programmes conjoints qui comprennent simultanément les deux/trois composantes : humanitaire, développement et paix. Il peut s'agir d'initiatives menées par un consortium d'acteurs différents couvrant les trois volets, où par un seul acteur disposant des deux/trois mandats. Il pourra s'agir d'initiatives co-financées par plusieurs bailleurs ou avec des instruments financiers différents ou par un seul bailleur ayant une sensibilité ou une vocation de « nexus ».

Il est à noter que différentes initiatives peuvent avoir lieu en parallèle à plusieurs étapes et que toutes ces initiatives contribuent à la construction collective du nexus pour le secteur WASH dans son ensemble. Au Burkina Faso, des exemples d'initiatives existent à chacune de ces 4 étapes.



## 6. Les exemples de nexus dans le WASH au Burkina Faso

### 6.1 Les initiatives au niveau stratégique : création d'un environnement favorable au nexus

Au cours des 3-4 dernières années, le Cluster WASH et l'UNICEF au Burkina Faso ainsi que d'autres acteurs ont adopté l'approche nexus et œuvré à sa promotion auprès des bailleurs de fonds et des contreparties étatiques (Ministère en charge de l'eau et de l'assainissement). Notamment à travers :

- *Lignes directrices et recommandations fournies aux membres et partenaires*

En 2020, le Cluster WASH en collaboration avec le MEEA et ses membres a élaboré et adopté les « [normes et standards techniques du WASH urgence](#) » : il s'agit de fixer des normes transitoires permettant aux acteurs d'apporter une réponse WASH humanitaire d'urgence harmonisée, tout en assurant un minimum de qualité et de durabilité. Il s'agit de normes intermédiaires entre les normes sphere et les normes étatiques de développement. Successivement, courant 2021 et 2022, d'autres lignes directrices ont été fournies concernant les interventions [WASH-nutrition](#), [WASH-in-health](#) et [WASH-in-school](#) toujours dans la même logique. Toutes les orientations fournies aux membres insistent sur l'importance de mettre en place des mécanismes de gestion des ouvrages et d'associer les services techniques et les autorités compétentes à chaque étape et leur transmettre toutes les informations nécessaires pour qu'elles puissent assurer la continuité des services. Depuis 2022, le Cluster WASH effectue un suivi des [attaques aux points d'eau](#) et partage régulièrement des recommandations pour promouvoir le droit humanitaire, la prise en compte de la sensibilité au conflit, l'analyse du risque, le renforcement de la résilience et de la cohésion sociale.

En 2022-2023, le Cluster WASH a travaillé avec la DGAEUE / MEEA pour l'établissement d'une [note d'orientation](#) pour la fin de la défécation à l'air libre en situation d'urgence (Annexe 3 au Document d'orientation des acteurs pour l'accélération de la fin de la défécation à l'air libre au Burkina Faso à l'horizon 2030) et l'élaboration d'une [note de capitalisation](#) sur l'ATPC en situation d'urgence au Burkina Faso, ainsi que la tenue d'un atelier de formation des acteurs sur cette approche à Kaya en mars 2023.

Concernant la collaboration avec l'Office National de l'Eau et de l'Assainissement (ONEA), début 2020 le Cluster WASH a organisé une rencontre ad-hoc réunissant les ONG humanitaires et l'ONEA. Les discussions ont porté sur des sujets tels que la gestion des ouvrages, la gratuité de l'eau, le partage des données, les plans-type des ouvrages, etc. et ont abouti à des recommandations concrètes afin d'encourager une plus grande collaboration. Plusieurs réunions bilatérales ont également eu lieu entre l'ONEA, l'UNICEF et le Cluster WASH afin de renforcer cette dynamique.

Par ailleurs, au cours des dernières années, le Cluster WASH a collaboré avec l'UNICEF pour l'élaboration d'un concept note pour un projet nexus qui a été financé par Danida. Le Cluster WASH a également appuyé l'ONG Solidarités International pour l'élaboration de la proposition de projet « Nex'Eau », et avec l'ONG Winrock pour la définition d'une intervention « nexus » dans le cadre du « crises modifier » à Barsalogo. En mai 2021, le Cluster WASH a été invité par OCHA à partager son expérience nexus à une vingtaine de collègues issues des autres clusters dans le cadre d'une rencontre l'ICCG (inter-cluster coordination group). Plus récemment, un encadrement a été fourni à l'ONG Experts Solidaires pour un projet nexus à Gounghin. Ces exemples sont illustrés plus en détail au paragraphe suivant.

**Résultat** : de nombreuses organisations membres du Cluster WASH ont adopté de plus en plus une approche nexus dans les interventions (adresser les besoins d'urgence tout en prenant en compte la durabilité technique et financière et la gestion des ouvrages ainsi que le renforcement des capacités des acteurs et les aspects de cohésion sociale). La collaboration entre les organisations humanitaires et l'ONEA s'est améliorée : l'ONEA est membre du Cluster WASH et participe aux rencontres au niveau régional et national ; la coordination et le partage d'information avec les organisations membres du Cluster WASH se sont améliorés, et certaines organisations ont signé des accords avec l'ONEA pour intervenir dans les zones péri-urbaines et pour la reprise de la gestion. Enfin, les autres Clusters présents au Burkina Faso se sont inspirés de l'exemple du WASH pour promouvoir le nexus dans leurs secteurs respectifs.

- *Implication des bailleurs de développement et plaidoyer*

Depuis 2019, le Cluster WASH participe régulièrement aux rencontres du Cadre de Dialogue Sectoriel des PFT EEA pour présenter la mise à jour de la situation WASH urgence dans le pays, y compris le suivi des déplacements, les besoins, les réponses et les gaps, afin d'encourager les bailleurs de développement à se positionner pour combler ces gaps en collaboration avec les acteurs humanitaires. Des recommandations et messages de plaidoyer sont ainsi adressés à ces bailleurs (BM, BAD, UE, AFD, Danida, GIZ, etc.) afin de : prendre en compte les besoins humanitaires dans leurs projets et programmes, encourager plus de flexibilité dans les procédures pour s'adapter au nouveau contexte, accroître le financement nexus pour diminuer les gaps. [Plus de 28 présentations](#) ont été effectuées à ce jour. Des échanges bilatéraux ont également lieu couramment avec certains de ces bailleurs. Il est à noter que 20+ bailleurs de fonds<sup>6</sup> (de développement et humanitaires) sont membres observateurs du Cluster WASH et sont inscrits à la mailing list, leur permettant de recevoir régulièrement les mises à jour partagées sur la situation du WASH humanitaire.

Depuis 2019, chaque semestre le Cluster WASH effectue une analyse du financement des organisations membres à travers une [matrice de financement](#), permettant d'identifier les bailleurs de fonds qui contribuent à financer le WASH humanitaire au Burkina Faso et quantifier leurs contributions respectives, afin de suivre l'évolution du financement et mieux cibler le plaidoyer. Depuis 2020, chaque année le Cluster WASH élabore des [notes de plaidoyer](#) adressées aux bailleurs de fonds, sur la problématique du WASH urgence au Burkina Faso. En 2021, le Cluster WASH en collaboration avec 18 organisations membres a élaboré une [note de plaidoyer spécifique « nexus »](#) pour argumenter que les besoins humanitaires EHA au Burkina Faso ne pourront pas être couverts par la seule réponse humanitaire, mais nécessitent à la fois des interventions d'urgence, d'appui à la résilience et de développement.

En octobre 2020, le Cluster WASH a participé activement à un atelier « rentrée des PTF » organisé par la Troika (qui est un cadre de concertation multisectoriel technique et stratégique de haut-niveau entre les PTF et le Gouvernement). Cet atelier avait parmi ses objectifs celui de discuter de l'articulation entre les acteurs humanitaires, les acteurs de développement et les acteurs de la paix. Depuis lors, le Cluster WASH participe régulièrement aux réunions mensuelles de la Troika technique afin de contribuer à renforcer cette articulation, partager l'expérience sectorielle, et s'assurer de la prise en compte des problématiques humanitaires WASH au sein des plans nationaux multisectoriels (Plan national de développement économique et social – PNDES 2021-2025, Plan d'Action de la Transition - PAT 2022-2025, Plan d'Action pour la Stabilisation et le Développement - PASD 2023-2025).

Le Cluster WASH a été invité à intervenir dans des webinars au niveau international pour présenter l'expérience du secteur WASH du Burkina Faso dans le nexus, tels que la conférence organisée par le Comité Scientifique du pS-Eau en juin 2021 et le [Webinar sur le Triple Nexus](#) organisé par le German Water Network en septembre 2021. Le Cluster WASH a également été invité par l'AFD et ECHO à faire une présentation lors d'un atelier de conception d'un projet en réponse aux besoins WASH dans les villes accueillant des PDI en septembre 2022. En mars 2023, le Cluster WASH a participé à la Conférence des Nations Unies sur l'Eau à New York. Alors que la problématique de l'accès à l'eau dans les contextes de crise était très marginalisée au sein de la conférence, [la participation du Burkina Faso](#) a permis de : soutenir la participation des contreparties étatiques (MEEA), partager l'expérience des acteurs WASH du Burkina Faso sur le nexus, et focaliser l'attention internationale sur la crise de l'eau au Sahel et sur la nécessité d'adresser les besoins WASH humanitaires pour éviter une régression des ODD dans les pays en crise.

**Résultat :** les bailleurs de développement ont été mis au courant des besoins WASH humanitaires et ont poursuivi et renforcé leurs interventions dans les zones affectées par la crise, tout en adaptant l'approche avec plus de flexibilité. Malgré une baisse du financement mobilisé, le nombre de bailleurs qui financent la réponse WASH humanitaire est passé de 34 en 2020 à 63 en 2022. Plusieurs bailleurs ont démarré des projets WASH nexus (Danida, AFD, BM, etc.) à hauteur de plus de 10 M USD.

---

<sup>6</sup> AFD, Ambassade de France, Expertise France, Ambassade d'Allemagne, KfW, GIZ, UE, ECHO, BAD, World Bank, USAID, BHA, SIDA, Ambassade du Danemark, Danida, Coopération japonaise (EHCJP, JICA), Coopération Néerlandais, FASO KOOM, Coopération suisse, AICS, Enabel, Fondation PATRIP, Croix Rouge Belge, Croix Rouge Espagnole, Croix Rouge Luxembourgeoise

- *Implication des autorités nationales, renforcement de capacités et plaidoyer*

Depuis l'activation du Cluster WASH au Burkina Faso en décembre 2019, Le Gouvernement (MEEA) intervient en tant que co-lead du Cluster WASH avec l'UNICEF, et est représenté dans la coordination par des points focaux au niveau national (membres du Comité d'orientation stratégique) et assure le pilotage des Clusters WASH sous-nationaux de 6 régions via les Directions Régionales du Ministère – DREA (membres des équipes de coordination). Au cours des 4 dernières années, le Cluster WASH a réalisé des nombreuses séances de formation et renforcement de capacités des contreparties étatiques en matière de coordination, préparation et réponse à l'urgence, bénéficiant à plus de 50 techniciens au niveau national et déconcentré. Le Cluster WASH via l'UNICEF a également assuré un appui technique et financier aux DREA pour leur permettre d'exercer pleinement leur rôle dans la coordination WASH urgence.

En plus de cela, en décembre 2020, l'UNICEF et le Cluster WASH ont organisé un [Atelier Nexus à Kaya](#) qui visait à renforcer les capacités des acteurs sur le nexus et à capitaliser sur l'expérience sectorielle WASH dans le cadre des initiatives nexus au Centre-Nord. Le Cluster WASH a fait une présentation lors de cet atelier pour poser le cadre conceptuel et illustrer quelques exemples des organisations membres. En mai 2021, le Cluster WASH et l'UNICEF ensemble avec IRC ont organisé à Ouagadougou un [Atelier de réflexion sur l'ancrage institutionnel du Nexus](#) au sein du MEEA, qui portait entre autres sur l'expérience de création du Secrétariat Technique de l'Education en situation d'urgence (ST-ESU) au sein du Ministère en charge de l'éducation nationale, afin d'inspirer le Ministère en charge de l'eau pour évoluer dans le même sens. Enfin, en Avril 2022, le Cluster WASH a été invité par IRC à intervenir dans un « [Atelier de cadrage pour la prise en compte du Nexus H-D-P](#) et du changement climatique dans les interventions en matière d'AEPHA dans une perspective de résilience des services" qui a eu lieu à Koudougou : à cette occasion, le Cluster WASH a pu effectuer une session de formation à destination d'une quinzaine de staff des différentes directions nationales et régionales du Ministère en charge de l'eau. En novembre 2022, le Cluster WASH a assuré une session sur la coordination lors de la formation des collectivités territoriales organisé par le GRET à Ouagadougou dans le cadre du projet Nex'Eau.

La participation du Gouvernement au Cluster est capitale pour l'efficacité de la coordination des actions et aussi pour renforcer la collaboration avec les acteurs étatiques dans le contexte fragile que connaît notre pays. Afin de renforcer le leadership du Gouvernement dans cette coordination, le Cluster WASH ainsi que l'UNICEF ont plaidé pour la création au sein du MEEA d'un Secrétariat Technique pour la Gestion des Situations d'Urgences en WASH (ST-GUW). Cette nouvelle structure a été mise en place lors de l'adoption du [nouvel Organigramme](#) en mars 2023. Ce secrétariat Technique a pour principale mission de renforcer le rôle du Gouvernement dans la préparation et la réponse aux urgences WASH, de développer des stratégies pour l'opérationnalisation du Nexus humanitaire- développement-paix dans le domaine WASH et de mobiliser les ressources nécessaires qui sont actuellement largement insuffisantes.

Enfin, le Cluster WASH n'ayant pas vocation à exister éternellement, un [plan de transition](#) a été défini en octobre 2022 en vue d'un potentiel transfert à terme des fonctions centrales du Cluster WASH envers les structures nationales notamment le MEEA. Ce plan repose sur 5 piliers fondamentaux : 1 : Mise en place d'outils, d'orientations et de procédures de coordination adéquats en étroite collaboration avec les autorités nationales; 2 : Renforcement des capacités des contreparties étatiques en matière de coordination et préparation des réponses humanitaires; 3 : Institutionnalisation des fonctions de coordination au sein des stratégies et mandats des contreparties étatiques; 4 : Appui aux acteurs nationaux pour la sécurisation du financement nécessaires pour assurer les fonctions de coordination; 5 : Le renforcement du lien entre les organisations humanitaires, les acteurs de développement et les contreparties étatiques. Le plan est en cours de mise en œuvre avec un taux d'exécution d'environ 60% à ce jour.

**Résultats** : une plus grande prise en compte des problématiques d'urgence dans les projets et programmes publics du ministère afin d'orienter ces programmes vers les nouveaux besoins de personnes déplacées ; un renforcement du leadership du MEEA dans la coordination, la réponse et la préparation du WASH urgence, la création du Secrétariat Technique pour la Gestion des Situations d'Urgence en WASH (ST/GUW), et l'avancement du processus d'institutionnalisation du nexus dans le secteur de l'eau, l'hygiène et l'assainissement au Burkina Faso.



## 6.2 Les initiatives au niveau opérationnel : une approche gagnante sur le terrain

Au niveau opérationnel, le secteur WASH témoigne de l'existence de plusieurs projets qui combinent les différents types de réponses humanitaire /développement ou prévoient un phasage par étape. A noter par exemple le remplacement du transport d'eau par camion-citerne à destination des personnes déplacées par la réalisation de forages, qui seront successivement transformés en bornes fontaines connectées au réseau d'eau urbain : en plus de renforcer le service public et garantir une durabilité dans la gestion, cette démarche permet également de renforcer la cohésion sociale entre personnes déplacées et communautés hôtes. Quelques exemples d'initiatives phare sont illustrés ci-dessous :

- *L'appui aux opérateurs pour le renforcement et la résilience des réseaux d'eau urbains*

**UNICEF** : Au cours des 4 dernières années, l'UNICEF a mis en œuvre plusieurs initiatives nexus dont notamment : (1) deux projets financés par Danida au Centre-Nord, Est et Sahel (2020-2022), consistant à réaliser en parallèle des interventions d'urgence, de réhabilitation et de développement du service, ayant permis d'apporter une aide d'urgence à plus de 200 000 personnes et un accès à l'eau durable à plus de 80 000 personnes, plus un renforcement de capacité des acteurs; (2) un projet au Sahel (Dori) 2023-2024 financé par l'AFD qui permettra de réaliser 8 AEPS dans les quartiers périphériques accueillant les PDI, confiés à la commune, et 2 forages à grand débit à injecter dans le réseau ONEA ; ainsi que la réalisation de latrines familiales pour les PDI et communautés hôtes. Par ailleurs, l'UNICEF a collaboré avec l'ONEA dans plusieurs villes, telles que Djibo, pour l'opération et maintenance des systèmes d'eau situés dans les zones en crise, via l'acheminement de pièces détachées, carburant et personnel. En 2023, il a prévu de lancer en collaboration avec l'ONEA une étude sur les risques des systèmes d'approvisionnement en eau dans une dizaine de centres urbains affectés par l'insécurité, afin de renforcer la capacité de ces systèmes et également faire face aux risques d'attaques et à l'augmentation rapide de la demande. Au niveau du plaidoyer, en 2020 UNICEF a lancé l'initiative « summer plan » visant à sensibiliser les bailleurs de fonds de développement sur les impacts de la pénurie d'eau pendant la saison chaude, en particulier dans les zones affectées par la crise humanitaire, avec comme conséquence la prise d'engagement de certains bailleurs pour intervenir rapidement dans ces zones. Sur le plan institutionnel, l'UNICEF a contractualisé avec l'ONG IRC pour une étude sur l'institutionnalisation du nexus afin d'appuyer le MEEA à prendre en compte le nexus H-D-P et le changement climatique dans les interventions en matière d'eau potable et d'assainissement dans une perspective de résilience des services.

**Projet Nex'Eau : Solidarités International, le Gret, et le Groupe URD** ont formé un consortium en collaboration avec l'ONEA pour articuler les approches humanitaires et de développement dans le but de maintenir et de renforcer les services publics d'eau potable dans des zones d'accueil des PDI. Le projet Nex'Eau, financé par l'AFD et USAID pour 3 ans (2021-2023), cible les 5 communes de Titao, Oula, Séguénéga, Ouahigouya (région Nord) et Kongoussi (région Centre-Nord). Il vise plus spécifiquement les trois objectifs suivants : (1) Renforcer l'ONEA et les communes dans leur capacité à planifier, financer et maintenir le service de l'eau dans un contexte de crise sécuritaire et humanitaire ; (2) Maintenir et renforcer les performances des services publics d'approvisionnement en eau en termes de couverture, d'organisation, de gestion et de suivi technique, financier et commercial ; (3) Suivre, évaluer, capitaliser et diffuser les méthodologies développées et les leçons apprises en vue d'une potentielle réplique dans les principaux centres urbains d'accueil des déplacés forcés au Burkina Faso. Le projet expérimente le développement d'outils de planification adaptés à l'urgence (schémas directeurs d'urgences concertés), développe et met en œuvre des plans de renforcement des communes, et accompagne l'ONEA à développer un plan de résilience dans le maintien et le renforcement des services publics d'eau potable. Il appuie l'ONEA dans l'opération et la maintenance des systèmes d'eau situés dans les zones en crise, via l'acheminement de pièces détachées, carburant et personnel. En parallèle, des investissements sont mis en place pour assurer le maintien des services d'eau dans ces zones : renforcement de la production (raccordement de nouveaux forages, sécurisation énergétique) et de la distribution (réhabilitation de points d'eau, extensions de réseau d'eau), sécurisation des installations, télégestion, etc. Le projet contribue également au rapprochement entre les différents acteurs institutionnels nationaux, bailleurs de fonds, d'ONG de l'urgence et du développement afin d'améliorer les interventions portées par ces différents acteurs. Le projet est proactif avec la recherche continue de financement et vu les effets positifs déjà observés il y a perspective d'élargir les zones d'intervention.

#### Leçons apprises :

- ❖ La réaliser en parallèle d'interventions d'urgence, de réhabilitation et de développement permette de répondre aux besoins immédiats tout en garantissant une durabilité des acquis et une amélioration des services avec une vision à plus long terme.
- ❖ La collaboration avec l'ONEA / les opérateurs et les autorités compétentes (services techniques, collectivités territoriales) permette une meilleure efficacité et efficience des interventions humanitaires tout en assurant la gestion et la maintenance des équipements.
- ❖ Le contexte actuel du Burkina Faso de crise prolongée et de volatilité sécuritaire nécessite d'améliorer la sécurisation et la résilience technique des services afin de les rendre moins vulnérables aux chocs (segmentation, multiplication des sources de production, diversification des sources énergétiques, solutions alternatives, mesures télégestion, autonomisation des systèmes, etc.)

- *L'eau comme vecteur pour la promotion de la paix et de cohésion sociale*

**OXFAM** : Oxfam met en œuvre l'approche du triple nexus (Humanitaire – Développement – Paix) dans le WASH à travers plusieurs projets au Burkina Faso. On peut mentionner un projet-phare financé par Danida (2022-2025) dans 10 communes au Centre-Nord et Plateau Central, qui combine des activités soft en WASH (séances de sensibilisation, distribution de kits WASH, plans d'actions environnementaux communautaires, formation en saponification, WASH-in-school) avec des activités de renforcement de la résilience et de la cohésion sociale, la gestion et la prévention des conflits, la bonne gouvernance en WASH, l'éducation citoyenne et la promotion du leadership des femmes et filles. Ce projet-phare est complété par trois (3) autres projets au Centre-Nord et au Sahel (financés par GFFO, FHRAOC et HIP ECHO) qui réalisent des activités hard et soft de WASH à la fois humanitaire et de développement : water trucking, réhabilitation et construction d'infrastructures WASH à destination des personnes déplacées et des communautés hôtes, distribution de kits WASH et de dignité, etc. Dans le cadre de ces projets, afin de renforcer l'appropriation et la durabilité, il est effectué la formation d'acteurs locaux pour la gestion des ouvrages WASH (Artisans Réparateurs, Maçons, relais communautaires pour le CCSC, comité EHA des sites d'accueil des PDI) ; une fois réalisés et réceptionnés, les ouvrages WASH sont remis aux Communes pour le suivi et la gestion durable dans le cadre de la Maîtrise d'Ouvrages Communale (MOC / AEPHA) avec l'accompagnement des DREA. Par ailleurs, Oxfam intègre la composante paix dans toutes ses interventions (sensibilité au conflit, médiation et négociation pour la prévention et gestion des conflits, surtout autour des points d'eau et des ouvrages d'assainissement, dialogue intra/intercommunautaire, système de protection rapide par l'installation de lampes solaires autour des ouvrages WASH, promotion de la cohésion sociale grâce à la mise en place de hangars communautaires pour les échanges sous forme d'arbre à palabre entre les PDI et les hôtes et la prévention des risques de VGB, consolidation de la paix, Approche Fondée sur les Droits Humains y compris le Genre).

**Helvetas** : projet SanyaSanu financé par Danida et mise en œuvre en collaboration avec ACTED, TIN TUA, SOLIDEV dans 23 communes des régions de l'Est, du Centre Nord, du Nord, et de la Boucle du Mouhoun (2022-2025). L'objectif du projet est d'améliorer les conditions de vie en matière d'hygiène et d'assainissement des personnes déplacées internes (PDI) et des communautés d'accueil affectées par la crise humanitaire. Il vise également à favoriser la cohésion sociale et à créer des activités génératrices de revenus pour ces déplacés internes et leurs hôtes. Le projet compte créer des opportunités économiques dans les filières Eau Hygiène Assainissement (EHA) pour les ménages affectés par le déplacement et renforcer les capacités des communes pour la gouvernance des infrastructures Wash, la promotion de la cohésion sociale et de la paix. Le projet prévoit les activités suivantes : ATPC sans subvention dans 345 villages avec auto-construction de latrines familiales (5414), construction de latrines familiales VIP avec subvention partielle pour les ménages vulnérables (3586), douches puisards et Tippy-Tap, activités WASH dans 27 écoles et 78 centres de santé, construction de 154 latrines institutionnelles et création ou soutien de 6712 emplois temporaires ou permanents. Le projet comprend un *crisis modifier* permettant l'adaptation de l'intervention au contexte humanitaire mouvant : flexibilité permettant de prendre en compte les besoins générés par les crises ponctuelles pouvant survenir dans les zones d'intervention du projet ou de relocaliser

les activités dans de nouvelles zones d'accueil des PDI. 108 000 personnes seront directement touchées par les activités du projet.

**AIRD:** AIRD a réalisé plusieurs interventions en lien avec l'accès aux services nationaux et la consolidation de la paix dans la région du Sahel en particulier dans les communes de Djibo, Dori et Gorom-Gorom. Les principaux bénéficiaires de ces interventions sont les populations déplacées internes, les réfugiés et les communautés d'accueil. Avec l'appui de l'UNHCR, deux (02) forages ont été réalisés à Dori au profit des réfugiés et des communautés d'accueil. Dans le cadre du partenariat avec le FHRAOC, 06 PMH et 2 AEPS ont été réhabilités en plus de la construction de 300 latrines/douches semi-durables dans les localités de Djibo, Gorom-Gorom et Dori. La réhabilitation de ces points d'eau a permis de soulager les populations locales surtout celles de Djibo qui vivent sous blocus depuis le mois de février 2022. La mise en place des comités gestion composés des déplacés internes et des populations d'accueil a contribué à consolider la cohésion sociale avec la réduction des stress liés à la recherche de l'eau. Avec le partenaire UNICEF, AIRD a réalisé 468 latrines /douches par l'approches ATPC- en urgence dans la ville de Dori et 20 latrines familiales avec l'appui du HCR. Ces infrastructures, réalisées avec l'implication des autorités communales, des populations bénéficiaires et des services déconcentrés de l'Etat (DREA, DPNA, Action Humanitaire, etc.) ont contribué à soulager les tensions qui existaient au niveau des ouvrages d'assainissement et de réduire la défécation à l'aire libre. Cette implication a aussi contribué à l'appropriation des activités par les populations et au renforcement de la cohésion sociale.

Leçons apprises :

- ❖ Les interventions WASH doivent prendre en compte simultanément les besoins des personnes déplacées et des communautés hôtes afin de ne pas créer des rivalités entre elles (respect du principe « ne pas nuire »), mais plutôt favoriser l'intégration.
- ❖ L'inclusion des aspects de gestion et prévention des conflits et de bonne gouvernance dans les projets WASH permette de réduire les tensions communautaires autour des points d'eau et de renforcer la cohésion sociale et la coexistence pacifique. Les acteurs WASH nécessitent un renforcement des capacités sur ces aspects

- *L'adaptation des projets de développement pour prendre en compte les nouveaux besoins des PDI*

**Winrock :** Activité USAID | TerresEauVie (TEV) mise en œuvre par Winrock International et son partenaire Tetra Tech, L'objectif de TEV du Projet « Résilience Accrue au Sahel » (RISE II) de l'USAID est que les populations vulnérables de 15 communes du Burkina gèrent efficacement les risques auxquels elles sont confrontées et se rétablissent lorsqu'un choc se produit, leur permettant de construire des voies durables pour sortir de la pauvreté. TEV a cette spécificité d'être un projet de développement doté d'un mécanisme (« crisis modifier ») qui, grâce à son plan de contingence annuel, lui permet de pivoter sa programmation vers des actions d'urgence lorsque les acquis du projet dans le cadre du développement sont menacés. Cela permet de réhabiliter, construire ou étendre des infrastructures d'eau potable dans les zones en crise, comme à Barsalogho où TEV a participé à la réponse humanitaire en réhabilitant 20 PMH et en construisant 2 AEPS, tout en appuyant Barsalogho à formaliser son contrat d'affermage avec un opérateur privé (action de développement). D'ailleurs, dans le cadre de ses activités « normales » pour la sécurité de l'eau, TEV fait le plaidoyer auprès des communes, des opérateurs privés et des ONG humanitaires pour que les infrastructures (AEPS, PEA) construites dans un contexte d'urgence entrent dans la gestion formelle - du type contrat d'affermage - pour garantir la pérennité de ces investissements. Ce processus est en cours à Pissila.

**Experts-Solidaires,** ONG de développement, est intervenu dans la commune de Gounghin (région du Centre Est), avec un financement du SEDIF (Syndicat des Eaux d'Ile de France) pour un projet destiné à couvrir les besoins en eau de 4500 personnes déplacés. Le projet a été mis en œuvre en collaboration étroite avec la mairie de Gounghin et PPI (le gestionnaire du réseau d'eau), et via un bureau d'études chargé de réaliser les études et la supervision de travail effectué par les entreprises et une association chargée d'assurer la formation de l'équipe municipale, la préparation et la médiation du contrat de gestion, et le suivi des performances. Le projet a permis la réalisation d'un forage de 7 m3/heure, la mise en place

d'un pompage alimenté par un générateur de 15 kVA (financé par le gestionnaire), la réalisation de 8 km de conduites, l'installation de 4 bornes fontaines (dont 3 financées par la commune). Le système est passé d'une capacité de distribution de 27m<sup>3</sup>/jour à 100 m<sup>3</sup>/jour. Un nouveau contrat de gestion a été signé entre la commune et le gestionnaire, un compte pour le renouvellement des installations a été ouvert, et un dispositif de suivi des performances a été mis en place.

**Wateraid:** Depuis 2018, WaterAid met en œuvre un projet d'hygiène et d'assainissement dans 25 communes des régions du Centre-Nord, du Centre-Sud et du Nord du Burkina Faso en collaboration avec Eau Vive Internationale et avec l'appui financier de la Coopération Suédoise. Ce projet était initialement conçu comme un projet de développement visant à assurer un accès durable aux services EHA, promouvoir la valorisation des sous-produits d'assainissement, favoriser l'émergence d'opérateurs locaux et renforcer la gouvernance locale des services. Au fil du temps, 07 communes cible au Centre-Nord et Nord ont été beaucoup impactées par la crise sécuritaire et les déplacements de populations. Cette situation a conduit à un réaménagement du projet depuis 2021 afin de prendre en compte les besoins des personnes déplacées internes (PDI). Le projet a contribué à l'amélioration de l'accès à l'eau et à l'assainissement des PDI, des ménages hôtes et des établissements scolaires d'accueil. Ainsi, il a permis d'apporter une assistance à 12 000 personnes à travers la réalisation de 12 forages, et la construction de 406 latrines/douches et de 397 latrines familiales. 280 latrines familiales et 01 forage sont en cours au profit de près de 3 000 personnes additionnelles. Il a également permis d'améliorer l'accès à l'assainissement à 2 650 élèves dont des Elèves Déplacés Internes (EDI) de 05 écoles avec la construction de latrines scolaires prenant en compte le handicap et la gestion hygiénique des menstrues. En plus, le projet a contribué à améliorer les pratiques d'hygiène des bénéficiaires à travers des actions de prévention et contrôle des infections, de sensibilisation sur l'hygiène et la cohésion sociale. Enfin, plus de 2 000 femmes et filles PDI ont été dotées en kits de dignité (GHM) et près de 7 000 PDI ont bénéficié de kits d'hygiène.

Leçons apprises :

- ❖ Dans un contexte de crise, une flexibilité de la part des bailleurs et des organisations de mise en œuvre permette d'adapter les activités pour prendre en compte les nouveaux besoins en cas de changement du contexte rendant les objectifs initiaux dépassés (non pertinents) ou irréalisables / menacés.
- ❖ Cette flexibilité est favorisée par l'intégration d'un mécanisme « crisis modifier » ou d'une « enveloppe de secours / stand-by » dans un projet dès sa conception. Cela permettra de disposer d'un mécanisme formel ou d'une procédure déjà établie à l'avance permettant cette adaptation.
- ❖ L'existence de plans de contingence / stock de contingence / procédures spéciales en cas d'urgence élaborés dans le cadre du développement permette de réagir rapidement aux chocs éventuels et est à encourager. (ex. derogations des procédures de passation de marché, simplification des procédures de décaissement, assurances-risque, etc).

• *Le renforcement de la résilience des populations dans le domaine du WASH*

**CARE:** projet RENLOP (Répondre aux besoins d'urgence dans une perspective à long terme) est financé par Danida et intervient dans les régions du Centre Nord et du Sahel. Il couvre la période 2021 – 2023. Son objectif est de renforcer la sécurité alimentaire, la résilience des ménages hôtes et PDI face aux changements climatiques, de renforcer la protection des femmes et des filles contre les VBG et assurer une vie sans violence à ces populations. Pour contribuer à rendre l'eau potable dans ses localités d'intervention, des distributions de comprimés aquatab ont touché 14202 personnes. Également, des kits WASH ont été distribués à 500 ménages. Dans le cadre du changement des comportements, des sensibilisations sur l'utilisation des comprimés aquatab et sur l'hygiène de façon générale ont été faites par des comités mis en place par le projet. Ces sensibilisations ont touché 1472 personnes.

**CRB:** Réponse d'urgence et de renforcement de la résilience des populations déplacées et les populations hôtes affectées par la crise sécuritaire à Nouna et Tougan (Boucle du Mouhoun). Les interventions WASH de la Croix-Rouge Burkinabè au niveau de la région de la Boucle du Mouhoun depuis 2020 jusqu'à nos jours ont fortement contribué à sauver des vies et renforcer la résilience des communautés vulnérables et des PDIs. En matière de résilience, la CRBF avec l'appui financier de UNICEF et FHRAOC a travaillé à la réalisation des activités suivantes :



- La réalisation d'ouvrage hydrauliques et d'assainissement des communautés les plus vulnérables. A ce niveau 259 latrines familiales ont été réalisées, 03 forages ont été réhabilités (Par UNICEF dans l'accord de partenariat), 02 AEPS ont été réalisés (Par UNICEF dans l'accord de partenariat) et un (01) forage a été transformé en PEA. En plus de cela, un kit pour le pompage et la distribution rapide d'eau a été mis à la disposition y compris la formation de 10 bénévoles de la Croix-Rouge sur son utilisation.
- L'organisation de séance de sensibilisation sur les bonnes pratiques en matière d'hygiène et d'assainissement (VAD et Focus)
- Le renforcement des capacités des différents acteurs pour la gestion durable des ouvrages hydrauliques y compris la formation/ mise en place de comités de gestion des points d'eau. Il s'est agi de la formation de 101 personnes membres des AUE + COGES et des branches de la Croix-Rouge au niveau local et la mise en place de 05 COGES pour la gestion des AEPS et forages réalisés.
- La mise en place du processus WASH FIT avec la formation de 14 personnes sur les approches et des outils pour l'amélioration des conditions d'hygiènes et d'assainissement dans 02 formations sanitaires.
- Formation de 100 femmes et adolescentes sur la confection et l'utilisation des serviettes hygiéniques réutilisables. Pendant la formation, chaque participante a pu confectionner 10 kits.

**GRAD-A:** Avec l'appui financier de l'UNICEF met en œuvre le projet d'éradication de la défécation à l'air libre et de promotion de l'eau potable, l'hygiène et l'assainissement dans les ménages, les écoles et les centres de santé dans les villages de la commune de Yako. Ce projet se base sur l'approche ATPC classique mais avec une adaptation de la méthodologie pour prendre en compte le contexte de l'urgence (ATPC-U). Il intervient dans 20 villages de la commune de Yako avec une approche intégrée qui combine l'ATPC sans subvention des ouvrages familiaux, l'ATPE prenant en compte la GHM, le WASH FIT pour les centres de santé et la VSLA (Village saving load association) pour l'autonomisation économique des femmes. Dans le cadre de cette intervention, 20 villages seront déclarées « Fin de défécation à l'air libre », 26 écoles seront déclarées « Ecoles bleues », 500 élèves filles recevront des serviettes hygiéniques réutilisables, 17 centres de santé seront accompagnées aux normes en matière d'eau, d'hygiène et d'assainissement, 58 711 personnes bénéficieront de sensibilisation sur les bonnes pratiques en matière d'hygiène et d'assainissement et des connaissances sur les mesures de traitement et de protection des eaux de boisson dans les ménages.

#### Leçons apprises :

- ❖ Même en contexte d'urgence, les constructions d'infrastructures doivent être accompagnées par une forte composante de sensibilisation et de suivi-accompagnement afin de susciter une appropriation et une utilisation de ces ouvrages par les populations. La durée des projets doit être augmentée en conséquence.
- ❖ L'adoption par les acteurs humanitaires d'approches intégrées (ex. ATPC+ATPE+GHM+WASH FIT etc.) telles qu'employées par les acteurs de développement permette d'augmenter l'impact des interventions et augmenter la résilience des populations.
- ❖ Le renforcement des acteurs locaux permet non seulement d'améliorer la durabilité des services mais également de favoriser le relèvement économique et l'autonomisation des populations via les activités génératrices de revenu.

## 7. Les recommandations pour le renforcement du nexus

### 7.1 Recommandations à l'intention des acteurs de développement (partenaires techniques et financier et organisations de mise en œuvre) :

- Poursuivre les interventions dans les zones affectées par la crise humanitaire (ne pas suspendre les projets mais changer de stratégie pour surmonter les contraintes d'accès)
- Cibler/inclure les besoins humanitaires pour les projets en cours et à venir (réorientation géographique/priorisation)
- Prévoir des financements flexibles pour s'adapter à l'évolution du contexte et des besoins (ex. flexibilité dans le ciblage géographique) et/ou prévoir des enveloppes mobilisables ad hoc (type « crisis modifier » ou capacités de contingence)
- Financer des plans de contingence /stock de contingence / évaluations des besoins / renforcement des capacités / préparation à l'urgence
- Apprendre des acteurs humanitaires en termes d'approches d'urgence (simplifier et accélérer les procédures)
- Établir des partenariats avec les acteurs humanitaires pour couvrir les besoins urgents et les zones non accessibles

### 7.2 Recommandations à l'intention des acteurs humanitaires (partenaires techniques et financier et organisations de mise en œuvre) :

- Intégrer les instances de coordination nationales (ex. CAPA au niveau national, GTR au niveau régional, CSD pour les bailleurs)
- Respecter les normes et les standards techniques nationaux ou ceux du Cluster WASH qui ont été validés par les autorités burkinabé (MEEA)
- Améliorer la communication et la participation des autorités nationales aux activités des projets
- Prendre en compte autant que possible les aspects d'opération et de maintenance des ouvrages
- Apprendre des acteurs du développement en termes de meilleures pratiques pour la qualité et la durabilité des interventions
- Établir des partenariats avec les acteurs de développement pour la prise en compte des besoins structurels, les aspects d'opération et maintenant, la « remise » des réalisations de leurs projets aux autorités ou acteurs locaux pour assurer la gestion et la continuité après la fin de l'intervention
- Prioriser dans une même zone les interventions en paquet complet qui impactent plus, plutôt que des interventions à compte-goutte dans plusieurs zones

### 7.3 Recommandations à l'intention du Ministère en charge de l'eau et de l'assainissement :

- Rendre opérationnel le nouveau St-GUW (nomination du personnel, formation du personnel et attribution d'un budget de fonctionnement suffisant)
- Intégrer la préparation, coordination et réponse d'urgence aux attributions et organigramme du niveau déconcentré (DREA)
- Prévoir des lignes budgétaires pour la préparation, la coordination, le suivi et la réponse d'urgence au niveau national et déconcentré

- Intégrer les notions d'urgence et de nexus dans les différentes stratégies et programmes sectoriels
- Elaborer un plan de préparation à l'urgence / plan de contingence (ex. pre-positionnement de stocks et de pièces de recharge, équiper les DREA en camion-citerne et autre matériel)
- Prévoir des procédures allégées pour la mise en œuvre des interventions nexus et urgence (ex. règles simplifiées pour la passation des marchés, gré à gré avec les entreprises locales, délégation de certaines activités aux ONG humanitaires pour les zones non accessibles)
- Intégrer le suivi des interventions d'urgence dans le système de suivi-évaluation
- Intégrer le suivi des financements d'urgence dans le suivi financier Track-Fin ou autre
- Officialiser les normes techniques WASH spécifiques aux urgences, les divulguer et monitorer leur application
- Collaborer avec les ONG humanitaires pour la collecte des données INO dans les zones inaccessibles
- Elargir le cadre de Dialogue Sectoriel aux acteurs humanitaires en plus des acteurs de développement
- Renforcer la collaboration avec le Ministère de l'Action Sociale, et notamment la CONASUR
- Renforcer la collaboration avec le Ministère de la Défense et les autres acteurs de la paix pour la sécurisation des points d'eau, la facilitation de l'accès pour les campagnes de forage et autres travaux, le respect du droit humanitaire (ex. interdiction des attaques aux points d'eau)

#### **7.4 Recommandations à l'intention de tous les acteurs :**

- Relancer le processus de définition de nouveaux résultats collectifs qui puissent inclure d'accès aux services sociaux de base (éducation, santé, WASH).
- S'aligner autour du même objectif : répondre aux besoins immédiats tout en contribuant aux ODD
- Mettre l'accent sur les priorités communes : la couverture, la qualité, la redevabilité, la localisation
- Reconnaître et exploiter les complémentarités (géographiques, techniques, temporaires)

## 8. Bibliographie, documents et ressources utiles

- ACTEA, Note d'Information, Nexus Urgence et Développement dans le cadre de la crise humanitaire au **Burkina-Faso**, 2023, [experts solidaires gret ps eau nexus urgence et developpement dans le cadre de la crise humanitaire au burkina faso 2023.pdf \(pseau.org\)](#)
- CHA, The Triple Nexus – Threat or Opportunity for the Humanitarian Principles? Discussion paper by Marc DuBois, May 2020, [2020-05-triple-nexus-threat-or-opportunity-dubois-en.pdf \(chaberlin.org\)](#)
- EU, Linking relief, rehabilitation and development: Towards more effective aid, European parliament, 2012 [Microsoft Word - 2012 06 29 74 PB LRRD final doc.doc \(europa.eu\)](#)
- EU, Operationalising the Humanitarian-Development Nexus - Council conclusions (19 May 2017), [nexus-st09383en17.pdf \(europa.eu\)](#)
- Groupe URD, Analyse Documentaire, Le Nexus Humanitaire-Développement au regard du Grand Bargain, Juillet 2018, [Microsoft Word - AnalyseDoc 1 Nexus.docx \(urd.org\)](#)
- IASC Collective Outcomes Light Guidance (French), 2020 : [UN-IASC Light Guidance on Collective Outcomes | IASC \(interagencystandingcommittee.org\)](#)
- IASC Mapping of Good Practice in the Implementation of Humanitarian-Development Peace Nexus Approaches, Synthesis Report, September 2021 [IASC Mapping of Good Practice in the Implementation of Humanitarian-Development Peace Nexus Approaches, Synthesis Report.pdf \(interagencystandingcommittee.org\)](#)
- IASC, Country Brief on the Humanitarian-Development- Peace Nexus (**Burkina Faso**), 2021 [Country Brief on the Humanitarian-Development- Peace Nexus \(Burkina Faso\).pdf \(interagencystandingcommittee.org\)](#)
- OCHA, **BURKINA FASO** New Way of Working – *Progress Update, May 2018*, [OCHA-BurkinaFaso-NWOW-20180524 \(agendaforhumanity.org\)](#)
- OCHA, COLLECTIVE OUTCOMES: Operationalizing the New Way of Working, April 2018 [OCHA Collective Outcomes April 2018.pdf \(agendaforhumanity.org\)](#)
- OCHA, New Way of Working, 2017, [NWOW Booklet low res.002\\_0.pdf \(unocha.org\)](#)
- OCHA, OPERATIONALIZING COLLECTIVE OUTCOMES : Lessons Learned and Best Practices from and for Country Implementation, living draft document for consultation / AUG 2019 [Operationalizing Collective Outcomes | OCHA \(unocha.org\)](#)
- The New Humanitarian, Special Report [Searching for the triple nexus: The view from the ground](#), 2019
- UNICEF Procedure on linking humanitarian and development programmes
- UNICEF Unicef Positioning Paper on NEXUS, 2019
- UNICEF, Formative evaluation of UNICEF work to link humanitarian and development programming, 2021, [2021-28-Evaluation summary-Humanitarian development-FR-ODS.pdf \(unicef.org\)](#)
- WEDC, Linking Relief, Rehabilitation and Development (LRRD): Examples and Lessons learned for the WASH sector, 2017, [hydroconseil wedc linking relief rehabilitation and development lrrd examples and lessons learned f or the wash sector 2017.pdf \(pseau.org\)](#)

### **Opportunités de formation:**

- Nexus Academy : Modules de formation 2-3 heures sur le Nexus (Nexus Essentials), <https://bit.ly/nexus-essentials>
- UNICEF, IHE Delft, Building Resilient Systems in Fragile Contexts : Assess, design and implement resilience-based approaches to address uncertainty and risk in WASH systems. Module de formation disponible sur Agora: [Summary of Building Resilient Systems in Fragile Contexts \(unicef.org\)](#)